



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

28/04/2026

Les stratégies d'alliance de la CGT : une conversion à la collaboration de classe

Ce passage recouvre l'intégralité de la sous-partie 3.4, intitulée : « *Mener la bataille des idées et construire des stratégies d'alliances* », mêlant la stratégie d'alliance syndicale avec la FSU et la bataille culturelle, qui semble être le corpus idéologique de la direction de la CGT.

Les stratégies d'alliance et la ritournelle de l'extrême-droite

Notre sous-partie commence avec le rituel trouvé dans tout le texte, autour de « l'extrême-droite », censé justifier une forme nouvelle d'alliance, pour mieux tenir ces alliances hors de leur champ historique, celui du syndicalisme rassemblé remplaçant le syndicalisme de lutte des classes. Ainsi peut-on trouver une énième référence à la ritournelle à l'alinéa 572 : « *Pour affronter le capital et l'extrême droite, il nous faut mener la bataille culturelle et construire des stratégies d'alliance larges. Nous avons besoin de lier en permanence les questions sociales et les questions sociétales.* ».

Cette seule phrase soulève bon nombre de questions, à affronter en dépassant son côté « langue de bois ». D'abord, les rédacteurs du texte persistent dans leur incompréhension du système capitaliste. Les travailleurs n'affrontent pas le Capital et... Ils affrontent le Capital, point à la ligne. Et celui-ci utilise toutes les forces politiques à sa disposition, en cherchant une majorité stable qui puisse appliquer sa feuille de route. Et il a grandement le choix puisque aucun parti politique représenté à l'Assemblée nationale ne souhaite la fin du Capitalisme et l'établissement d'une société socialiste. Ensuite, la question des stratégies d'alliance larges se résume à un alignement des logos. Il faut être clair, nous ne sommes pas du tout entre 1934 et 1940, les masses ouvrières ne sont pas dans la rue à combattre le fascisme et la Bourgeoisie capitaliste possède bien d'autres moyens de parvenir à ses fins que les régimes fascistes des années 20/30. Et, si ce n'était pas le cas, on voit mal comment un conglomérat n'ayant pas été capable de battre Macron sur la réforme des retraites pourrait battre le « fascisme ». Enfin, interrogeons nous au sujet de l'introduction du terme « questions sociétales », celle-ci relève de l'idéologie dominante, et cette division social/sociétal qui est encore un moyen de vider les interprétations de leur contenu de classe. Que sont donc ces « questions sociétales », en quoi ne relèvent-elles pas de la question sociale ? Il semble bien que, pour les rédacteurs du texte, ce soit le corpus idéologique petit-bourgeois permettant de faire croire qu'il y aurait des questions sur lesquelles Macron, et le PS dont il est le prolongement, serait en désaccord avec le RN, ce qui justifierait les appels à voter pour lui au second tour en 2017 comme en 2022. Finalement, la vraie question, tentée être occultée ici, est : « En quoi Macron n'est-il pas d'extrême-droite ? ». L'absence de définition, tant du concept d'extrême-droite que de celui de « sociétal » permet la reprise du discours petit-bourgeois dominant, établissant un clivage entre extrême-droite et tout le reste alors que le vrai clivage est entre ceux qui veulent conserver le capitalisme, sous une forme ou une autre, et ceux voulant le renverser.

La suite nous éclaire sur cette question ; voici l'alinéa 574 : « *Enfin, il faut mettre sur le devant de la scène les questions sociales et le clivage de classe, alors que l'extrême droite, qui s'internationalise et retrouve ses alliés capitalistes et impérialistes, veut le remplacer par les clivages identitaires.* ». Même si elle reprend les termes mêmes des réactionnaires avec le mot identitaire (qu'est-ce qu'une identité qui nie celle de classe ?), la phrase part d'un constat juste sur la volonté politique du fascisme. Georges Dimitrov, fut probablement celui ayant le plus travaillé sur la nature du fascisme, avec l'anarchiste Robert Guérin, disait, dans le cadre de la préparation du VII^{ème} congrès de la III^{ème} Internationale, en 1935 : « *Le fascisme, en général, nie les classes et les contradictions de classe. Au lieu de la véritable division de la société en classes, en exploités et exploités, l'idéologie fasciste*

affirme la primauté du "peuple unique", mais sous un voile mystique qui masque les véritables rapports de domination et d'exploitation, en tant que "compatriotes appartenant à la même nation", à la même "nationalité", dont les intérêts internes et externes sont en harmonie avec ceux de toutes les classes et de toutes les couches sociales. »¹. Pour autant, si l'on s'en tient à ce point pour une définition du fascisme, il va au moins jusqu'à Attal, en France actuelle. Faire primer la question nationaliste, chauvine, sur la question de classe fut aussi le choix de la plupart des sociaux-démocrates en 1914, choix qui consacra la faillite de la II^{ème} Internationale. Puis, revenons sur cette thèse récurrente et de plus en plus insupportable d'une alliance entre capitalistes, impérialistes (le distinguo mériterait, là encore, une explication) et le courant idéologique qualifié « d'extrême-droite ». Rappelons encore une fois le B-a-Ba : **les capitalistes, au stade impérialiste et même avant, constituent la classe dominante. La classe dominante ne s'allie avec aucun courant idéologique, elle domine les autres classes ou couches de la société et utilise des courants idéologiques qui sont à son service. Il n'y a aucun signe d'égalité entre la classe dominante et le RN, l'une est la donneuse d'ordres, l'autre est un des exécutants. Tout aussi inepte est l'idée en filigrane d'une soi-disant internationale d'extrême droite, rassemblant des représentants de multinationales et d'États impérialistes rivaux.** Le stade impérialiste est souvent peu compris dans les mouvements progressistes, mais ce concept d'internationale donne le pompon à la direction de la CGT, c'est le degré zéro de la connaissance du système capitaliste. La direction de la CGT devrait en finir avec ces bêtises sans lien avec la lutte des classes et le fonctionnement du capitalisme. Comprenons le, la Bourgeoisie n'a pas besoin du RN en soi, mais de la politique qu'il promeut, qu'elle soit appliquée par Bardella, Retailleau, Macron, Glucksman ou Hollande. Elle a besoin des mesures de casse des acquis sociaux, de finaliser la destruction des acquis de 45 et d'utiliser le racisme, afin de diviser les travailleurs et de substituer l'idée de « peuple » à celle de classe. Cette volonté de substitution est idéologiquement portée par beaucoup de courants politiques, pas seulement le RN, loin de là. Même s'il en a une définition antiraciste, Mélenchon aussi veut remplacer la classe ouvrière par le peuple. Quant au concept d'immigration zéro, la Bourgeoisie n'en veut pas. Un dirigeant du MEDEF expliquait récemment cela: le patronat est pour accueillir des travailleurs immigrés, sans dire que c'est pratique les sans papiers, puisque l'on peut les payer une misère, mais révélant un manque criant de force de travail. Rappelons que Meloni en est quasiment à 800 000 travailleurs sans papier régularisés. Les besoins en main d'œuvre de la Bourgeoisie française, très branchée délocalisation, sont peut-être moindres, mais réels dans des secteurs tels le bâtiment ou la restauration, par exemple.

La question de l'alliance avec la FSU

Un peu d'histoire

Le texte s'intéresse ensuite au partenariat avec la FSU, dans un chapitre intitulé : « Développer le lien avec la FSU à travers la "maison commune" ». La substantifique moelle de cette volonté de travail en commun est résumée dans l'alinéa 575 « À la suite de la longue bataille sur les retraites, la Commission exécutive confédérale a validé en octobre 2023 la poursuite du travail en commun avec la FSU, initié en 2009. La FSU compte 150 000 syndiqués, essentiellement dans l'Éducation nationale, et partage notre conception de syndicalisme de masse et de classe, ainsi qu'une partie de notre histoire. ». Le processus, rappelons-le, est entamé par la direction de la CGT « à la suite de la bataille sur les retraites » il est en contradiction totale avec ce qu'avaient voulu les délégués du 53^{ème} congrès confédéral, en mars 2023, lesquels délégués avaient amendé le texte d'orientation en retirant toute référence à un travail commun avec la FSU. Donc, tout cela s'est construit contre l'avis du 53^{ème} congrès.

Le caractère antidémocratique de la démarche ne suffit pas à commenter le texte, il nous faut revenir sur l'affirmation suivante : « la FSU [...] partage notre conception de syndicalisme de masse et de classe, ainsi qu'une partie de notre histoire ». Cela mérite explication. Concernant l'histoire commune, celle-ci date de bien longtemps. La FSU est issue de la FEN, fédération de l'éducation nationale. En 1935, lors du congrès de réunification entre les « confédérés », réformistes de la CGT et les « unitaires » révolutionnaires de la CGTU, se crée la nouvelle fédération de l'éducation nationale de la CGT, la Fédération Générale de l'Enseignement, rassemblant les anciens affiliés à la CGT et la CGTU. Les réformistes la dirigent. En 1946, ils la dirigent toujours, mais sans majorité absolue et elle prend le nom de FEN-CGT. Après la scission de FO, organisée avec l'argent de la CIA en 1947, la FEN-CGT, en 1948 transpose au niveau fédéral la motion votée au congrès du SNI (syndicat des instituteurs). La motion Bonnissel-Valière, du nom de ses rédacteurs, René Bonnissel, dirigeant réformiste du SNI, et Marcel Vallère, anarcho-syndicaliste, ancien dirigeant de la fédération CGTU, postule l'autonomie de la FEN, c'est à dire qu'elle ne reste pas à la CGT, mais ne rejoint pas FO. Et elle institue les tendances, cette sclérose du mouvement syndical. Malgré un système de double carte au début (CGT et FEN), le syndicalisme autonome, censé être provisoire, se révéla ô combien durable et favorisa un repli sur les uniques préoccupations des personnels de l'éducation nationale, autant dire des enseignants qui en fit peu à peu une organisation totalement acquise au réformisme. La tendance « unité et action », animée par ceux voulant au début rester à la CGT, notamment les militants communistes, s'installant dans ce durable, prennent de plus en plus

d'importance et sont, à la fin des années 80, en capacité de prendre la direction de la fédération. Les dirigeants autonomes les excluent lors du congrès de 1992, et tous ces gens créent une nouvelle organisation, la FSU (Fédération Syndicale Unitaire) celle-ci deviendra très vite la plus influente électoralement parlant dans l'éducation nationale.

Quelle est la nature de la FSU ? Est-elle compatible avec la CGT historique ?

La FSU conserve le principe des tendances. Ce double choix de créer une énième fédération syndicale au lieu de boucler la boucle en rejoignant la CGT et de maintenir le système politicien des tendances est un choix assumé faisant de la FSU une organisation dont nul ne peut dire, en conscience, qu'elle partage la conception du syndicalisme de masse et de classe. Des décennies de repli autonome sur leur secteur, la reprise des pratiques boutiquières de la FEN en devenant majoritaire, font de la FSU, très vite, un syndicat ne vivant que pour lui-même, complètement intégré au système, se battant seulement pour avoir des élus du personnel, de plus en plus éloigné de la base, militante ou pas, sclérosé par des combats entre tendances, dont les différences de conception sont de plus en plus difficiles à percevoir. Un tournant se produit en 2003, lors de la grande grève contre la réforme des retraites de Fillon où les enseignants constituent la majorité des grévistes. Souvent bousculée dans les assemblées générales de grévistes, **la FSU décide ensuite de contribuer à institutionnaliser la contestation. Se rapprochant de l'UNSA (héritière de la FEN) et de la CFDT, elle parvient à régler les années scolaires au rythme de deux ou trois grèves par an, inventant la grève de respiration, non pas destinée à gagner, mais à souffler en montrant sa colère. Bref, elle a été la première, chronologiquement, à apporter sa pierre à l'édifice des grèves saute-moutons, que la direction de la CGT s'emploiera à généraliser, à partir de 2009. En ce sens, en y ajoutant sa tendance à limiter le syndicalisme aux instances, sans parler des secteurs ou elle a essayé de s'implanter, telle la fonction publique territoriale, où elle est souvent le syndicat du patron, la FSU est objectivement une organisation de collaboration de classe.**

On peut donc se poser légitimement la question des points communs entre CGT et FSU. Mais posons la question de deux manières. La première version est : « Quels points communs existent entre l'esprit de la lutte des classes qui a longtemps animé la CGT, et la FSU ? ». La réponse est claire. Nous n'avons rien en commun avec la FSU. Ils se sont créés pour ne pas venir à la CGT, ils fonctionnent en tendances et n'ont ni la volonté, ni même désormais la possibilité de lancer et d'animer des grèves. C'est un boulet à traîner dans toutes les mobilisations. Le texte passe d'ailleurs totalement sous silence le fait que la FSU est organisée en tendances, ce qui est unimaginable à la CGT et qu'elle ne se réclame pas de la Charte d'Amiens, érigée en totem par une majorité de militants de la CGT.

En vérité, un rapprochement de bureaucrates petits-bourgeois

Mais, on peut poser la question autrement : « Les bureaucrates, à tous niveaux de responsabilité, de la CGT et de la FSU ont-ils intérêt à faire la route ensemble pour préserver leurs sinécures, faire semblant d'agir et diriger des structures plus nombreuses ? ». Cette fois, la réponse est oui. C'est probablement ainsi il faut envisager ce rapprochement ; « *Quand on voit le crapaud, on voit le saut qu'il peut faire !* », disaient nos anciens.

Quelques alinéas de la suite précisent les vrais points communs, d'abord le 578 : « *Ceci doit permettre de mieux se coordonner, notamment sur la stratégie de lutte et sur les questions revendicatives, très largement partagées par nos deux organisations : qualifications, services publics, management, protection sociale, féminisme, extrême droite...* ». Si l'on met de côté la référence obligée à la défense des services publics, cet extrait est fort intéressant. Les préoccupations communes, on le voit, tournent au tour du « management », une préoccupation majeure de l'UGICT, consistant, non à remettre en cause la domination patronale, ni le rôle des cadres dans cette domination, mais à l'aménager. Nous avons aussi droit au « féminisme », c'est-à-dire le féminisme petit-bourgeois, celui mettant en avant une égalité mythique, en-dehors de la lutte des classes, sans distinguer la femme bourgeoise de la femme prolétaire et signifiant la poursuite du système capitaliste avec ses deux volets, exploitation de l'Homme par l'Homme et patriarcat. Enfin, bien entendu, le point commun n'est pas la lutte contre le Capital, mais la lutte contre l'extrême-droite. On enchaîne sur les formations syndicales, car, sur le sujet en question, il existe déjà des formations en commun sous l'égide de l'association petite-bourgeoise VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) regroupant des syndicats de la CGT et de la FSU, entre autres, et se proclamant antifasciste sans jamais définir ce qu'est le fascisme et sans jamais le concevoir selon la grille de la lutte des classes.

L'alinéa en question, est à noter, le 579, n'évoque pas seulement la formation syndicale : « *Cette maison commune est aussi un cadre permettant de travailler ensemble sur des sujets concrets comme la formation syndicale ou l'international. Il ne s'agit ni d'une fusion ni de la création d'une superstructure décisionnelle, mais d'un outil de travail commun. Des points d'étapes réguliers sur le travail commun seront réalisés avec le CCN, afin que le 55^{ème} congrès puisse en faire un bilan et décider des suites.* ». Nous avons d'abord une évocation de l'international. Ce que nous avons écrit la semaine dernière sur les conceptions à l'opposé de l'anti-impérialisme

de la direction de la CGT en matière internationale se confirme ici. La FSU est encore moins présente que la CGT dans la lutte de soutien à la libération nationale de la Palestine, comme dans la lutte contre la montée des risques de guerre impérialiste. Mais nous avons aussi une volonté de rassurer les militants de la CGT, et ils sont plus nombreux qu'il n'y paraît, inquiets de ces rapprochements politiques et d'un processus n'ayant rien de respectueux de la démocratie interne de la CGT.

Idéologie et « société civile »

La sous-partie se termine avec un chapitre intitulé « *Développer les liens avec la société civile et mener la bataille des idées* ». Au début, au milieu de l'habituelle langue de bois, on découvre une pépite à l'alinéa 581 : « *A l'image du réseau de résistance que nous avons construit très rapidement pour empêcher l'extrême droite d'entrer à Matignon en juin 2024, il nous faut renforcer nos liens avec la société civile et le monde associatif sur tous les sujets que nous traitons : femmes, libertés, logement, immigration, pauvreté, jeunes, environnement, sport, LGBTQIA+, paix, culture...* ». On apprend donc, à en croire les dirigeants de la CGT, que le rassemblement hétéroclite de 2024, pour remplacer des potentats centristes principalement issus du PS, les macronistes, par des potentats de gauche, principalement issus également du PS, la « gauche » rebaptisée à la vavite NFP, était de la « résistance », qui a conduit à construire un « réseau », lequel aurait empêché l'extrême droite d'arriver à Matignon. La « résistance » votant Hollande, Borne ou Darmanin, il fallait oser le faire ! Il n'a pas existé de « réseau de résistance » pas plus que de beurre en broche, mais, simplement un rassemblement politique auquel la CGT a prêté son concours, et ce, pour la première fois de son existence.

La préoccupation suivante est celle de la lutte « contre la mainmise du capital sur les médias et contre le technofascisme ». L'alinéa 594 donne le ton : « *Dans l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche, la CGT défend et promeut le développement et l'indépendance des services publics face à la pression du capitalisme financiarisé et à l'extrême droite* ». Le capitalisme est incriminé, mais le capitalisme financiarisé, on est en droit de se demander ce qu'en dirait la direction de la CGT s'il n'était pas « financiarisé ». En outre on fustige sa pression, comme toujours en mettant sur le même plan le Grand Capital et l'extrême droite n'étant qu'un de ses outils. Opposer pression du capitalisme et indépendance des services publics paraît tout à fait sympathique. Mais cela révèle, encore une fois, d'une méconnaissance volontaire du système capitaliste. **Compromis dans la collaboration, le Grand Capital a laissé créer des services publics, en 1945, à cause de la pression sociale issue de la Résistance, mais également parce qu'ils étaient des outils nécessaires pour la relance de l'économie française et des profits qui en découlaient. Des services publics indépendants du Capital dans une société capitaliste, c'est la quadrature du cercle. Gagner puis garder une certaine indépendance des services publics est un combat de tous les jours, en permanence depuis 1945. Le Capital se bat toujours afin de reprendre ce qu'il a dû céder. Et, depuis la fin de l'URSS et des pays socialistes d'Europe, il n'a absolument plus besoin de services publics, sauf pour réprimer et instiller sa propagande. On peut constater à ce sujet que le texte ne dit pas un mot du rôle de l'idéologie dominante.** Par exemple, on ne lit aucune condamnation concernant le formatage auquel l'École d'État (service public) a pour mission de se livrer depuis son existence. Le dernier avatar de cette mission, dont nous avons récemment parlé, est le fameux vademecum de l'éducation nationale destiné, sous prétexte de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, à distiller le récit sioniste, empêcher toute approche coloniale de la situation en Palestine et toute sympathie en faveur de la libération nationale des Palestiniens. Nous voilà au cœur du problème posé par l'interprétation du monde de la direction de la CGT, car on ne peut pas mener une bataille idéologique contre la classe dominante sans s'en prendre à l'idéologie de l'État, un instrument du Capital, et aux moyens déployés pour la diffuser.

C'est ensuite l'évocation de la presse, l'information et la culture avec l'alinéa 595 : « *Dans la presse, l'audiovisuel et la culture, la CGT relance le débat pour une législation anti-concentration et le respect des valeurs républicaines telles qu'issues du programme du Conseil national de la Résistance, ainsi que pour une loi de programmation et d'orientation pour la culture.* ». Le texte ne rompt absolument pas avec sa ligne directrice d'intégration au système. La CGT demande une loi sans se poser la question de qui pourrait bien la voter, et, surtout, nous remet une couche avec les « valeurs républicaines ». Même issues du programme du Conseil National de la Résistance, ce sont toujours des valeurs du capitalisme. Outre qu'il est loin d'avoir été complètement mis en œuvre, le programme du CNR n'est pas la révolution, c'est un compromis dans le cadre préservé du système capitaliste. Il ne peut donc être l'alpha et l'oméga des revendications de la CGT. Le concept même de « valeur républicaine » n'a pas de sens, pour paraphraser Marx, nous dirons que les valeurs dominantes sont celles de la classe dominante. Et la presse, audiovisuelle ou pas, n'y échappe nullement. Le service public de l'audiovisuel est un service de l'État, avec ce que cela comporte de servitude et de rôle idéologique ; quant à la presse écrite, elle est tenue par ce même État, la subventionnant largement.

La suite va dans le même sens avec l'alinéa 597 : « *La CGT défend l'audiovisuel public, son indépendance et son renforcement face aux attaques, visant à sa disparition ou sa privatisation, menées par la droite, macroniste ou non, et surtout par l'extrême droite.* ». Cette phrase est inquiétante car truffée d'erreurs. Le service public de

l'audiovisuel n'est pas et n'a jamais été indépendant. Il est depuis De Gaulle « la voix de son maître », c'est-à-dire celle de l'État et de la classe dominante. Il peut sembler étrange qu'au moins le traitement de la question palestinienne depuis deux ans et demi par l'audiovisuel public n'ait pas mis la puce à l'oreille des rédacteurs du texte. A longueur de journée on a eu un mélange de silence total sur le génocide et discours reprenant la propagande colonialiste sioniste, mâtiné d'invitation de dirigeants sionistes de l'État colonial ou associations le servant en France. La question est simple : est-ce cela ? les valeurs républicaines du service public indépendant défendu par la CGT ? On ne peut d'ailleurs évoquer ce sujet sans faire un crochet par le rôle particulièrement en pointe joué par France Info qui, à certains égards est pire défenseur de l'État colonial sioniste que CNews et peut-être même que LCI. **Evidemment, la privatisation du service public, comme l'existence de chaînes privées n'est pas une bonne chose. Mais défendre l'état actuel du service public, au service du Capital, est injuste. Il faut une réforme de fond en comble du service public, avec des journalistes pluralistes, qui vérifient leurs sources, n'ont pas de sujet tabou et sortent des consignes de Macron et des trames de l'AFP.** Ceux ayant écrit cet alinéa nous donnent l'impression de ne pas vivre dans le même monde que nous, où, tous les jours, le service public de l'éducation joue le rôle de propagandiste au service d'une ligne socialo-macroniste non fermée, sur certains sujets aux propagandistes ultra-réactionnaires. **De la même manière qu'elle ne dénonce pas et ne voit pas la répression d'État, la CGT ne voit pas et ne dénonce pas la propagande d'État.**

Ce manque de remise en cause de la propagande d'État se vérifie dans l'alinéa 603 : « *La CGT se battra pour défendre l'audiovisuel public et pour empêcher la mainmise des milliardaires sur les médias et les réseaux sociaux, par la législation anti-concentration.* ». Empêcher la mainmise des capitalistes sur l'audiovisuel est juste, mais il faut combattre toute leur mainmise, y compris l'indirecte, qui passe par le biais de l'État. La législation « anti-concentration » est loin de suffire. D'abord car il est nécessaire, non pas de limiter, mais d'abolir la présence privée dans les officines d'information et de culture, ensuite parce qu'elle omet de s'en prendre aux appareils de la propagande de l'État. Il faut combattre certes la mainmise des « milliardaires » sur l'audiovisuel, mais également celle de l'État bourgeois ! Et cela, le texte du document d'orientation de la CGT ne le dit absolument pas.

En conclusion

Bien qu'assez court, ce passage en dit long sur l'orientation choisie par les rédacteurs du texte, tant dans ce qui y figure que dans ce qui est absent. Il constitue d'abord un résumé assez fidèle de l'interprétation erronée faite pour la direction de la CGT du monde dans lequel nous vivons, le système capitaliste. Tout y passe, la mauvaise caractérisation du « fascisme », la notion d'alliance entre la classe dominante et un courant politique, l'absence d'analyse des points communs politiques entre le RN et tout un tas d'organisations représentées à l'Assemblée, en particulier les macronistes, une ignorance crasse de l'histoire des syndicats en France, et en particulier du syndicalisme autonome, l'incompréhension totale du rôle de l'État bourgeois, comme instrument du Grand Capital, et tout particulièrement de sa dimension idéologique et propagandiste, enfin la méconnaissance du rôle de désinformation de l'audiovisuel public. A interprétation erronée, fausses solutions et vraies raisons cachées.

Le rassemblement contre l'extrême-droite, tel que proposé, est vide de sens, nous ne sommes absolument pas dans les conditions de 1934. La Bourgeoisie cherche qui peut appliquer sa feuille de route, Macron et les siens sont grillés, elle cherche du côté d'une alliance LR-RN, mais elle reprendrait la gauche si elle n'avait pas été laminée électoralement à cause de Hollande. C'est au nom de ce rassemblement qu'est proposé le rapprochement avec la FSU, un syndicat de collaboration de classe, se révélant en fait n'être qu'une vaste collusion de bureaucrates des deux organisations. Enfin, la défense absolue de ce qui tient lieu de « service public », plutôt que le retour nécessaire aux monopoles publics, est affligeante. **Cette analyse incroyablement erronée du système capitaliste et de son fonctionnement laisse apparaître une volonté d'un monde quasiment inchangé, du maintien du système, à mille lieues du combat de classe qui devrait être celui de la CGT. On y distingue aussi, dans le même ordre d'idée, l'absence des luttes, des masses, remplacées par le regroupement des copines et des copains et la confiance en la démocratie bourgeoise délégataire.**

Le Parti Révolutionnaire Communistes exprime son avis, mais ne prend pas part aux décisions souveraines des syndicats de la CGT. **Pour autant, nous pensons cette partie du texte aussi dangereuse que les autres et particulièrement révélatrice de ce vers quoi la direction de la CGT veut tendre. Elle allie le degré zéro de l'analyse économique et sociale, l'absence de toute opposition à l'État bourgeois français et aux officines faisant sa propagande, la perspective d'une alliance bureaucratique renforcée avec un syndicat autonome, fonctionnant en tendances, de collaboration de classe et la défense en l'état de ce qui reste des services publics, sans exiger leur retour ! Cette partie de texte est, comme les autres, à jeter à la poubelle, elle illustre parfaitement ce que nous disons régulièrement désormais : le texte global exprime une conversion assumée à la collaboration de classe ; il est inamendable !**

Pourtant, les réactions suscitées par ce texte qui révèle une direction de la CGT ne comprenant rien aux enjeux internationaux, ayant fait le choix de délaissier les outils d'analyse de lutte des classes, incapable de saisir

l'importance de la question coloniale aujourd'hui, et de la Palestine, sont peu nombreuses. L'orientation délétère proposée par ce document d'orientation inquiète vraiment le Parti Révolutionnaire Communistes, attaché à l'existence d'un syndicalisme de lutte des classes et à sa dimension internationale. Cette bataille, il faut la mener et ne pas laisser les mains libres à la direction confédérale. Il serait temps de réagir plus nombreux, en tout cas pour celles et ceux ne validant pas la conversion définitive de la CGT à la collaboration de classe, son enterrement de première classe des notions d'impérialisme et de colonialisme ! Les syndicats de base, les syndiqués doivent se réapproprier l'organisation syndicale dont ils ont besoin pour qu'elle revienne sur les rails des principes fondamentaux sur lesquels elle s'est construite : un syndicalisme de lutte de classe anticapitaliste.

1 « L'idéologie du fascisme ». Documents d'information pour le rapport de G. Dimitrov au VIIe Congrès de l'IC.

[© Copyright](#)